

BRÈVES ÉCONOMIQUES Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 6 janvier au 10 janvier 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Djibouti / Éthiopie** : Visite officielle du Président Emmanuel Macron
- ❖ **Ouganda** : Le pays rejoint les BRICS en tant que pays partenaire
- ❖ **Soudan du Sud** : Reprise de l'acheminement du pétrole à travers le Soudan

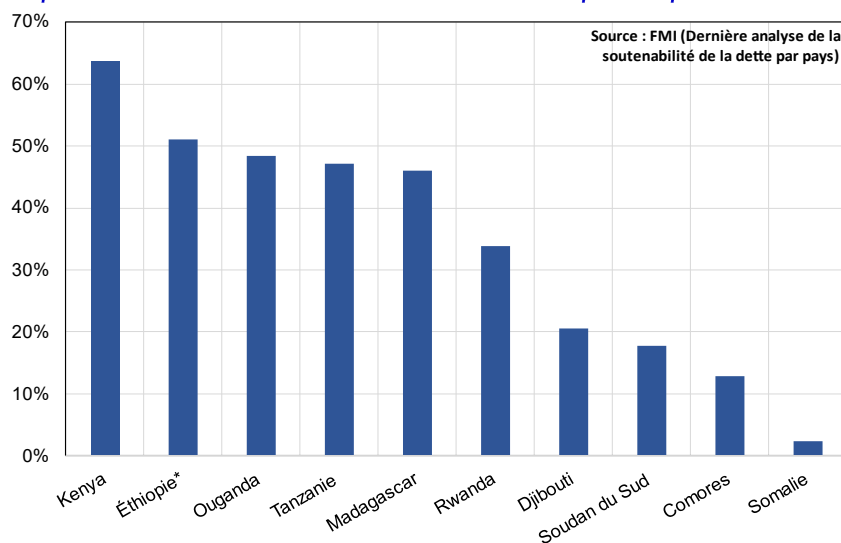
LE CHIFFRE A RETENIR

80 MEUR

Éthiopie : prêt de l'AFD à Ethiopian Electric Power pour soutenir la modernisation du réseau électrique

Le graphique de la semaine

Afrique de l'Est et de l'Océan indien : service de la dette
-dépenses d'intérêts en % des recettes publiques en 2024-



*La dette éthiopienne fait actuellement l'objet d'une restructuration

Le niveau du service de la dette publique est très hétérogène selon les économies d'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien. Il est, de loin, le plus élevé au Kenya : selon le FMI, plus de 60 % des recettes publiques annuelles est ainsi consacrée au seul remboursement des intérêts de sa dette. L'Éthiopie, l'Ouganda, la Tanzanie et Madagascar affichent également des niveaux importants, reflétant une part de la dette à un coût élevé qui contraint, par ailleurs, les dépenses sociales ou d'investissement. À l'inverse, le service de la dette aux Comores et en Somalie est faible.

COMORES

Inauguration d'une centrale solaire à Mitsamiouli

La centrale photovoltaïque, construite par la société française InnoVent à Mitsamiouli, au nord de l'île de Grande Comore, a été inaugurée le 23 décembre. L'inauguration a eu lieu en présence du président de la République des Comores, Azali Assoumani, et de l'ambassadeur de France, Sylvain Riquier. Cette centrale dispose d'une puissance installée de 5,44 MWh ainsi que d'une capacité de stockage de 10 MWh. Il s'agit de la 2^{ème} centrale solaire développée par InnoVent aux Comores, après celle de Foubouni.

DJIBOUTI

Lancement du 2^{ème} nanosatellite du pays

Le 21 décembre 2024, la République de Djibouti a procédé au lancement de son deuxième nanosatellite, baptisé Djibouti-1B. Son prédécesseur, Djibouti-1A, avait été mis en orbite en novembre 2023 et est opérationnel. Ce nouveau satellite a été développé par le Centre Spatial de l'Université de Montpellier, en partenariat avec le Centre d'Étude et de Recherche de Djibouti. Conçu pour collecter des données climatiques jusqu'à quatre fois par jour, il permettra par exemple de surveiller les ressources en eau et d'évaluer les risques liés à la sécheresse. Ce lancement réussi marque une étape significative pour le programme spatial de Djibouti, dont l'objectif est de développer des applications concrètes aux images satellites afin de limiter l'impact du changement climatique dans le développement économique de Djibouti.

Visite officielle du Président Macron à Djibouti

Le Président Emmanuel Macron a effectué une visite officielle à Djibouti. Les échanges avec le président Ismaïl Omar Guelleh ont porté sur de nombreux domaines de coopération et sur les questions sécuritaires dans le détroit de Bab el-Mandeb. Cette visite a été l'occasion de la signature d'une subvention de 12 MEUR de l'AFD dans la continuité du programme d'Appui à la décentralisation et aux initiatives locales de l'Union européenne, pour renforcer les capacités des conseils régionaux autour de projets locaux prioritaires, d'une gouvernance participative et de la réforme de la décentralisation, visant à réduire les inégalités entre régions. Un protocole d'accord a également été conclu pour étendre le Programme d'extension et de réhabilitation des réseaux d'assainissement de Djibouti entre l'AFD et l'Office national des eaux et de l'assainissement de Djibouti.

ÉTHIOPIE

Visite présidentielle en Éthiopie

Le Président de la République s'est rendu en Éthiopie le 21 décembre 2024 pour l'inauguration de l'ancien Palais de l'Empereur Haile Selassie. Le Palais a été rénové et transformé en musée grâce à une subvention de 25 MEUR de l'AFD, une assistance technique d'Expertise France, et l'engagement d'experts français dans le domaine de la conservation. En outre, le Président s'est entretenu avec le Premier ministre Abiy Ahmed sur des sujets économiques. Un appui budgétaire en don de l'AFD, d'un montant de 25 MEUR, pour soutenir l'agenda de réformes économiques du gouvernement éthiopien a été signé lors de cette visite. L'octroi d'un prêt exceptionnel de l'AFD à Ethiopian Electric Power d'un montant de 80 MEUR pour soutenir la modernisation du réseau électrique éthiopien a également été annoncé par le Président. Ce projet sera co-financé par l'UE et la Banque européenne d'investissement.

La Banque mondiale approuve un prêt de 700 MUSD pour le secteur financier

L'Association internationale de développement (groupe Banque mondiale) a accordé un prêt de 700 MUSD à l'Éthiopie pour le projet de renforcement du secteur financier, dont la mise en œuvre s'étend jusqu'en 2028. Ce prêt sera destiné à renforcer et moderniser le cadre réglementaire et de supervision de la Banque centrale éthiopienne. Il contribuera aux réformes de gouvernance et à la recapitalisation de la Commercial Bank of Ethiopia et de la Development Bank of Ethiopia. Ce projet s'inscrit en complémentarité des réformes des secteurs bancaire et financier soutenues par le programme FMI octroyé en juillet 2024, et notamment l'ouverture du secteur bancaire aux acteurs étrangers, rendue possible par la ratification de la Banking Business Proclamation par le Parlement éthiopien le 17 décembre 2024.

Ethiopian Airlines inaugure un terminal passager à l'aéroport Wako Gutu

Ethiopian Airlines a inauguré un terminal passager à l'aéroport Wako Gutu de Bale Robe, avec un investissement de 8,5 MEUR (1,1 Mds Birr), pour renforcer le transport aérien intérieur, améliorer la connectivité régionale, soutenir le tourisme et attirer des investissements. Ce terminal favorisera le tourisme dans la région, notamment au parc national des montagnes de Bale et aux grottes de Sof Omar. La compagnie construit également des aéroports dans six autres régions et dessert 22 destinations intérieures, avec 14 vols hebdomadaires vers Bale Robe.

KENYA

La croissance augmente légèrement au 3^{ème} trimestre 2024

La croissance augmente au 3^{ème} trimestre 2024 (+1,0 % en glissement trimestriel, après +0,9 % au 2^e trimestre). En glissement annuel, la croissance diminue (+4,0 %, après +4,6 % au 2^e trimestre). Cette baisse en glissement annuel reflète, par effet comptable, l'accélération de l'activité mi-2023. En glissement annuel à nouveau, la croissance est particulièrement élevée dans l'hôtellerie et la restauration (+13,7 %), les services professionnels et administratifs (+7,8 %) et encore les télécommunications (+6,1 %). A l'inverse, la croissance est négative dans les activités extractives (-11,1 %) et la construction (-2,0 %).

Réduction de près de deux tiers des dépenses pour la construction de routes depuis 2021

Les dépenses allouées à la construction de nouvelles routes ont diminué de -67 % entre 2021 et 2024. En 2023 et 2024, 1 037 km de routes ont été réalisés, contre 3 310 km en 2021 et 2022, selon les données du Département d'État pour les routes. Cette baisse reflète la diminution des dépenses d'investissement dans un contexte de consolidation budgétaire, après une décennie de dépenses élevées dans le secteur routier, largement financées par des prêts externes, surtout chinois ou multilatéraux, alourdissant par ailleurs la dette publique. En conséquence, les dépenses pour les projets routiers ont diminué, passant de 965 MEUR (129 Mds KSh) en 2021 à 680 MEUR (91 Mds KSh) en 2023, puis à 323 MEUR (43 Mds KSh) en 2024.

Augmentation envisagée du coût des licences pour les fournisseurs de services de télécommunications par satellite

Le Kenya prévoit d'imposer une redevance annuelle de 0,4 % du chiffre d'affaires ou un minimum de 30 000 EUR aux fournisseurs de services de télécommunication par satellite, tels que Starlink, en plus d'une licence de 112 000 EUR. Cette proposition de l'Autorité de la communication (CA) augmenterait significativement les *Satellite Landing Rights* (SLR), actuellement à 12 500 USD, et fusionnerait les licences SLR et *Landing Rights Licence* (LRL) en une seule. L'arrivée de Starlink en juillet 2023 a suscité des protestations de ses rivaux, tels que Safaricom, détenant 36 % du marché de l'internet fixe, qui a écrit à la CA en août 2024 pour demander de limiter son entrée sur le marché kenyan en l'obligeant à s'associer avec des entreprises locales. D'autres entreprises, comme NTvsat (Allemagne), Viasat (Californie), et Indigo Telecom, offrent également des services de télécommunications par satellite au Kenya.

MADAGASCAR

Finalisation de l'accord de rachat des parts de Société Générale Madagasikara par la BRED Banque Populaire

Dans un communiqué du 20 décembre 2024, la BRED Banque Populaire a annoncé la finalisation de l'accord de rachat des 70 % détenus par Société Générale au sein de la Société Générale Madagasikara (SGM). La filiale malgache de la BRED prend désormais la dénomination de « BRED Madagasikara Banque Populaire », disposant actuellement de 300 000 clients (particuliers, entreprises et institutionnels), ainsi que 1 000 collaborateurs répartis dans 70 agences. Selon le quotidien Les Echos, la valorisation totale lors de la cession s'élèverait à près de 220 MEUR. Cet accord renforce la présence du groupe BRED dans l'océan Indien, à travers une implantation à la Réunion et Mayotte depuis 1985, ainsi qu'à Djibouti depuis 2007.

OUGANDA

L'Ouganda rejoint les BRICS en tant que pays partenaire

L'association des BRICS se renforce avec l'intégration de neuf nouveaux pays partenaires depuis le 1er janvier 2025, dont l'Ouganda, seul représentant africain de ce nouvel élargissement. Ce statut de partenaire lui ouvre la voie à une adhésion complète et lui offre également une opportunité de renforcer ses liens économiques avec les grands marchés émergents.

Publication des résultats du recensement 2024

Le Bureau des statistiques de l'Ouganda (UBOS) indique que le nombre d'habitants s'élevait en 2024 à 45 905 417, avec une population en augmentation de +2,9 % par an depuis 2014. Le rapport montre par ailleurs que la moitié de la population a moins de 18 ans et que seuls 5 % sont âgés de plus de 60 ans. Il indique également que 53,4 % des ménages ont accès à l'électricité, dont 25,3 % sont connectés au réseau national et 28,1 % recourent à l'énergie solaire. La population active est estimée à 25 494 490 d'individus et le taux de chômage s'élève à 12,3 %. 42,6 % des jeunes de 15 à 24 ans n'ont pas d'emploi, ni de formation, ce qui représente 4 001 528 personnes.

SEYCHELLES

Maintien par la Banque centrale de sa politique monétaire pour le 1^{er} trimestre 2025

La Banque centrale seychelloise (BCS) a décidé, le 25 décembre 2024, de maintenir sa politique monétaire inchangée pour le 1^{er} trimestre 2025. Le taux de

directeur reste à 1,75 %, le taux de la facilité permanente de dépôt à 0,25 %, et le taux de crédit à 3,25 %. Le taux des réserves obligatoires est maintenu à 13 %. Selon la BCS, cette décision est motivée par la poursuite des bonnes performances des secteurs du tourisme, de la pêche, de l'information et de la communication durant le dernier trimestre 2024. En décembre 2024, l'inflation a augmenté à +1,7 % (après +1,3 % en novembre).

SOMALIE

L'AUSSOM devient opérationnelle en Somalie

L'AUSSOM (Mission de soutien et de stabilisation de l'UA en Somalie) est devenue opérationnelle le 1er janvier 2025. L'AUSSOM travaillera avec les forces de sécurité somaliennes pour mettre en œuvre le plan de transition de la Somalie. Il s'agit d'un guide complet élaboré par le gouvernement fédéral somalien et ses partenaires pour le transfert des responsabilités en matière de sécurité aux forces de sécurité nationales somaliennes.

SOUDAN

Soumission du projet de budget 2025 au Conseil des ministres

Les comités techniques du Conseil des ministres ont approuvé le projet de budget d'urgence pour l'exercice budgétaire 2025, en vue de sa soumission au Conseil pour approbation finale. Bien que les chiffres du projet n'aient pas été dévoilés, le ministère des Finances a précisé que celui-ci prévoit une augmentation des dépenses dans les secteurs jugés prioritaires, tels que la défense, la santé et l'éducation. Cependant, aucune nouvelle taxe ne serait instaurée, malgré les défis liés à la mobilisation des ressources. Par ailleurs, le ministère a annoncé que le paiement des frais et taxes gouvernementaux se fera désormais par voie électronique, avec la mise en place de partenariats avec cinq banques commerciales.

Entretien du ministre des Finances avec le président de la BAD

Lors d'un entretien avec le président du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) en marge du Forum économique Japon-Afrique, qui s'est tenu les 16 et 17 décembre, le ministre des Finances a demandé à la BAD de participer à l'évaluation des destructions et

pertes engendrées par la guerre. Il a affirmé que la Banque mondiale et le FMI avaient exprimé leur volonté de s'associer à cette initiative et d'organiser une conférence de donateurs pour soutenir la reconstruction du Soudan. De son côté, le président de la BAD a annoncé la restructuration du portefeuille de financement des projets soutenus par la Banque au Soudan. Il a également indiqué qu'un montant de 100 MUSD serait alloué à la deuxième phase du projet de soutien de la culture du blé, et 10 MUSD au projet de réhabilitation du barrage de Arbaat à Port-Soudan, effondré l'année dernière du fait des inondations.

SOUDAN DU SUD

Reprise de l'acheminement du pétrole à travers le Soudan

Le ministre du Pétrole a annoncé la reprise de la production pétrolière dans deux blocs de la Dar Petroleum Company ainsi que le redémarrage du pompage du brut à travers l'oléoduc soudanais à une capacité de 90 000 barils par jour (contre 150 000 barils/jour avant l'arrêt de l'oléoduc). Cette annonce intervient quelques jours après la réception d'une lettre officielle du ministère du Pétrole soudanais informant son homologue sud-soudanais de la levée de l'état de force majeure qui avait empêché l'acheminement du pétrole vers le port d'exportation au Soudan. Bien que le gouvernement du Soudan ait annoncé dès octobre l'achèvement de la réparation de l'oléoduc, les sociétés internationales d'exploitation avaient refusé la reprise de la production exigeant une déclaration officielle du gouvernement du Soudan sur la levée de l'état de force majeure qui avait été annoncé par ce dernier en mars 2024.

TANZANIE

La Banque Centrale maintient son taux directeur inchangé

Le Comité de politique monétaire de la Banque centrale de Tanzanie qui s'est réuni le 7 janvier dernier a annoncé maintenir le taux directeur de la Banque Centrale à 6 %, pour le troisième trimestre consécutif, ceci dans l'objectif de contenir l'inflation en dessous de +5 %, conformément à son objectif. En 2024, l'inflation a diminué (à +3,1 %, après +3,8 % en 2023).